

L'économie et l'agriculture

Tekelioglu Y.

in

Tekelioglu Y. (ed.).
Agricultures méditerranéennes : la Turquie

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 1

1989

pages 11-30

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI890321>

To cite this article / Pour citer cet article

Tekelioglu Y. **L'économie et l'agriculture**. In : Tekelioglu Y. (ed.). *Agricultures méditerranéennes : la Turquie*. Montpellier : CIHEAM, 1989. p. 11-30 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 1)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

I-1 L'économie et l'agriculture

Yavuz TEKELİOĞLU

I - Les principales étapes du développement de l'économie turque (de l'étatisme à l'économie de marché)

Fondée en 1923 par Atatürk, à la suite de la première guerre mondiale et de la guerre d'indépendance, la République de Turquie a mis un terme à un empire vieux de plus de six siècles. Cette jeune république a connu plusieurs étapes au cours de son développement économique jusqu'à l'heure actuelle. Ce développement, qui a conduit progressivement la Turquie de l'étatisme à l'économie de marché, peut être décomposé en cinq périodes principales déterminées à la fois par les dynamiques internes et externes.

1. 1923-33 : les années de fondation

La principale caractéristique de la politique économique de cette période est la protection de l'économie nationale vis-à-vis de l'étranger ainsi que la priorité accordée au secteur privé dans le processus de développement. En effet, le Congrès Économique d'Izmir, qui s'est tenu en 1923, définissait une politique basée sur l'encouragement au secteur privé que l'Etat soutiendrait en réalisant les travaux d'infrastructure, en fournissant des crédits et en mettant en place toutes les réglementations nécessaires. Selon les conclusions du congrès, le secteur privé devait jouer un rôle moteur dans la vie économique du pays et l'Etat ne devait intervenir que pour stimuler l'industrie locale, protéger et réglementer l'économie nationale.

La première étape dans le développement du secteur privé fut la fondation de la Banque des

Affaires (*İş Bankası*) en 1924. Les secteurs d'activité de cette banque couvraient à la fois l'exploitation minière, l'industrie sucrière, le textile et les services d'assurance.

L'étape suivante fut la création, en 1925, de la Banque de l'Industrie et des Mines (*Türkiye Sanayi ve Maadin Bankası*) dont le capital appartenait à l'Etat et dont les objectifs étaient de fournir des crédits au secteur privé et de s'associer avec lui. La banque a hérité de l'industrie textile créée sous l'Empire Ottoman et a réalisé, en association avec le secteur privé, des investissements dans le textile, la céramique, l'énergie et les constructions portuaires.

A la suite des propositions du Congrès d'Izmir, la Loi sur l'encouragement à l'industrie (*Teşviki Sanayi Kanunu*) fut promulguée en 1927. Elle comprenait de nombreuses dispositions pour encourager le développement du secteur privé. En effet, la plupart des industries fondées après 1928 ont pu bénéficier de ces nouvelles réglementations. L'objectif était que les fonds publics servent, par transfert direct ou indirect, au développement du secteur privé.

Pendant cette période, l'Etat a consacré une partie de ses ressources aux travaux d'infrastructure et au rachat des entreprises et monopoles appartenant aux capitaux étrangers.

Bien que l'agriculture ait été la ressource principale de l'économie turque, elle a reçu une attention moins appuyée que l'industrie de la part des pouvoirs publics. L'une des évolutions importantes en ce domaine fut la réorganisation et le doublement du capital de la Banque Agricole en 1924, qui a permis une augmentation notable du volume des crédits agricoles. La seconde modification fut la suppression de la dîme (*aşar*) en

1925. Jusqu'alors les agriculteurs versaient 12,5% de leur production à l'Etat et ceci empêchait toute accumulation de capital dans le secteur. La dîme constituait 20 à 22% des ressources de l'Etat et le déficit lié à son abolition fut comblé par l'accroissement des ressources provenant des monopoles. Signalons aussi, à cette époque, le début des travaux du cadastre en 1925, puis, la création du Code Civil en 1926, qui reconnaissait la propriété privée des terres.

La crise économique de 1929-31 a affaibli les efforts d'industrialisation. Puisque la Turquie était un pays fortement agricole, elle en est sortie sans trop de dommages. Cependant, la chute des prix agricoles sur les marchés internationaux a conduit l'Etat à protéger et à soutenir le secteur agricole.

Comme la grande crise mondiale avait largement remis en cause la confiance que l'on accordait à l'économie libérale, l'économie politique de la Turquie, à partir des années 1930, se tourna progressivement vers l'étatisme. L'étatisme devint un principe intégré d'abord dans le programme du Parti Républicain du Peuple (parti unique en Turquie à cette époque) puis dans celui du gouvernement. Ainsi l'Etat kémaliste commença à développer une industrie de substitution aux importations en durcissant sa politique protectionniste.

2. 1933-50 : la période étatiste

L'avant-guerre est caractérisée par un effort accru d'industrialisation. En effet, de nombreuses entreprises industrielles sont créées par l'Etat qui devient ainsi le moteur du développement économique. L'intervention de l'Etat dans la vie économique est basée sur des plans de développement. Le Premier Plan Quinquennal de Développement (1), qui couvre la période 1933-37, définissait les objectifs de l'Etat en ce qui concerne les investissements dans le secteur industriel. Et les secteurs d'activité choisis étaient ceux dont les matières premières étaient ou pouvaient être produites dans le pays. En d'autres termes, la stratégie adoptée pour l'industrialisation était la substitution aux importations orientée vers la production de biens de consommation.

Les deux Entreprises Economiques d'Etat fondées pour la réalisation des objectifs du Plan étaient la *Sümerbank* (textile, 1932) et *Etibank* (énergie et mines, 1933). Grâce aux Entreprises

Economiques d'Etat, la période 1933-38 a connu une industrialisation rapide qui a permis le démarrage de l'économie en Turquie. En effet, le taux de croissance annuel du produit national atteint 7,1% et celui de l'industrie 8,5% (tableau 1).

Les succès obtenus lors du premier plan quinquennal ont conduit à la préparation d'un second plan couvrant la période 1938-42 qui n'a pu être appliqué à cause de la deuxième guerre mondiale.

Les principes économiques essentiels de cette période étatiste étaient basés sur une politique budgétaire équilibrée, un contrôle des masses monétaires et de l'inflation et la protection de la valeur de la livre turque.

Bien que la Turquie ne soit pas entrée en guerre, celle-ci a largement entravé ses efforts de développement dans les années 1940. Pendant les années de guerre, la Turquie a été dirigée selon une politique étatiste très rigide. La mobilisation générale a tenu une grande partie de la population éloignée des activités de production et, à cause de cela, le secteur agricole a connu une chute importante de sa production. Pour faire face à ses dépenses militaires accrues, l'Etat a levé de nouveaux impôts, a dû emprunter sur le marché interne puis émettre de la monnaie favorisant ainsi l'inflation. La pénurie et l'inflation ont conduit l'Etat à prendre des mesures rigoureuses et c'est ainsi que la loi N° 3780 dite Loi de Défense Nationale fut promulguée. Cette loi chargeait le gouvernement de définir et de contrôler le niveau de production et le prix de vente pour toutes les entreprises (2).

Après la guerre, le passage progressif au multipartisme, le rapprochement avec les Etats-Unis lors du Plan Marshall et l'entrée dans des organisations telles que la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International, etc., ont favorisé le développement de tendances plus libérales dans le pays.

L'intervention de l'Etat dans le secteur agricole au cours de cette période est marquée par une politique de soutien des prix et, à cet effet, le TMO (*Toprak Mahsulleri Ofisi* – Office des Produits du Sol) a été créé en 1938. Ainsi les producteurs avaient la garantie de pouvoir vendre leur récolte à un juste prix. Le TMO, entreprise économique d'Etat, en plus du commerce intérieur et du stockage des céréales, avait à

charge le monopole du commerce extérieur des grains.

En 1945, afin de modifier la structure agraire du pays, la loi N° 4753, Loi sur la distribution des terres aux agriculteurs fut promulguée. Le principal objectif de cette loi était d'attribuer des terres aux paysans qui en étaient dépourvus et d'agrandir les petites exploitations qui ne pouvaient assurer la subsistance d'une famille. Cette loi a suscité de vives réactions et les grands propriétaires terriens du parlement ont quitté le parti unique, le Parti Républicain du Peuple, pour fonder le Parti Démocrate. Ainsi, à la suite de cette loi de réforme agraire, la Turquie est entrée dans une époque de multipartisme.

3. 1950-60 : les années de développement inflationniste

En 1950, le parti démocrate remporte les élections et commence à appliquer une politique libérale accordant la priorité au secteur privé pour le développement de l'économie nationale. Son programme prévoyait également une privatisation des entreprises économiques d'Etat.

Le commerce extérieur est libéralisé (1950) et la stratégie de substitution aux importations est abandonnée. Le volume des crédits est augmenté. Dans le secteur agricole, la production connaît un essor spectaculaire (1950-53) grâce aux conditions climatiques favorables et au développement de la mécanisation. En effet les 40 000 tracteurs importés des Etats-Unis dans le cadre du Plan Marshall ont permis d'accroître de manière importante la surface cultivée. Le développement qu'a connu le secteur agricole a ainsi contribué à l'augmentation du revenu national et à l'élévation du niveau de vie des agriculteurs.

Les aides extérieures et la plus-value créée par la croissance de la production agricole ont été utilisées pour les investissements industriels et pour les travaux d'infrastructure. C'est ainsi que les régions et les marchés ont pu être reliés favorisant ainsi l'unification économique du pays.

Mais cette situation a commencé à s'assombrir à partir de 1954. La production agricole chute, les importations s'accroissent et le déficit du commerce extérieur commence à devenir inquiétant. L'augmentation de l'émission monétaire pour financer les investissements ainsi que la politique de crédit suivie, ont accru les

pressions inflationnistes. Dans ces conditions, le gouvernement qui, au départ, était favorable au développement du secteur privé et contre toute politique étatiste a dû remettre en vigueur, en 1956, la Loi de défense nationale des années de guerre, contrôlant ainsi largement la vie économique du pays. La doctrine libérale a ainsi pris progressivement un caractère interventionniste.

Pour mettre fin à cette situation, on a mis en place, le 4 août 1958, toute une série de mesures de stabilisation (3):

- la livre turque a été dévaluée de 220% par rapport au dollar (1\$ = 9LT, contre 1\$ = 2,8LT) ;
- l'offre monétaire a été contrôlée et le volume des crédits gelé ;
- un système de contingentement du commerce extérieur a été appliqué ;
- la dette extérieure a été consolidée ;
- les prix du secteur public ont été relevés afin d'absorber la demande excédentaire ;
- la Loi de défense nationale a été abrogée.

Ces mesures ont permis l'arrêt de l'inflation. Mais il n'a pas été possible de se rendre compte de leur plein effet : Le 27 mai 1960, les militaires prennent le pouvoir et font entrer la Turquie dans sa période de planification.

4. 1960-80 : la période planifiée

La période précédente avait mis en évidence la nécessité d'une planification et, à cet effet, l'Organisation d'Etat de Planification (DPT, *Devlet Planlama Teşkilatı*) a été créée. Le plan, préparé pour l'ensemble de l'économie mixte de la Turquie, avait un caractère impératif pour le secteur public et indicatif pour le secteur privé. L'une des caractéristiques communes aux quatre plans quinquennaux appliqués depuis 1963, est l'importance accordée à l'industrie et plus particulièrement à l'industrie manufacturière. L'autre fut l'établissement de la substitution aux importations comme stratégie de base pour le développement économique du pays. Cette stratégie prévoyait tout d'abord la production de biens de consommation durables, puis celle de biens intermédiaires et d'équipement. Ainsi la structure industrielle nationale se modifierait,

permettant de réduire la dépendance de la Turquie vis-à-vis de l'extérieur et ainsi d'économiser des devises. Et le plan prévoyait également, suite à cette stratégie, une expansion du marché interne.

Les taux de croissance annuels moyens lors des trois premiers plans quinquennaux ont été de 6,6% (1963-67), 7,2% (1968-72) et 6,6% (1973-77). Les ratios investissement/PNB ont été respectivement de 16, 16 et 20,2% alors qu'il n'était que de 13% lors de la période précédente. Et c'est l'industrie manufacturière qui a connu l'essor le plus important, avec un taux de croissance annuel de 10,3% entre 1963 et 1977 (8,5% pour la période précédente).

La place du secteur industriel dans le produit national est passée de 16,8% en 1963 à 23,7% en 1977. Durant la même période, la place des biens de consommation dans la production manufacturière est tombée de 62,3% à 49%. En revanche, celle des biens intermédiaires est passée de 22,8% à 37,7% et celle des biens d'équipement de 9,9% à 13,3% (4).

Malgré ces évolutions positives, les réalisations sont restées en général, inférieures aux objectifs du Plan. L'industrie des biens de consommation a notamment continué à occuper une place très importante dans l'industrie manufacturière. Durant cette période, on a achevé la seconde phase de la stratégie d'industrialisation basée sur la substitution aux importations, c'est-à-dire la production locale de biens de consommation durables.

Cependant, la production industrielle, généralement effectuée à trop petite échelle, est très dépendante des intrants importés. Elle occasionne des coûts de production élevés et n'est orientée que vers le marché interne. Ceci montre clairement que les objectifs du Plan concernant le changement de la structure de la production industrielle n'ont pas été atteints (5).

La couverture croissante des dépenses publiques par l'expansion monétaire et non par l'augmentation des ressources budgétaires a accéléré l'inflation. La diminution des fonds envoyés par les travailleurs à l'étranger ainsi que le premier choc pétrolier ont conduit l'économie turque, à la fin des années 1970, à une crise sans précédent. Après la première crise pétrolière notamment, la Turquie, au lieu de réaliser les ajustements nécessaires en raison

des changements économiques externes, a cherché à maintenir, voire à accroître son taux de croissance élevé en recourant à des emprunts sur les marchés financiers extérieurs. La conséquence fut l'augmentation des importations et, comme les exportations restaient stationnaires, l'aggravation du déficit de la balance des paiements. Aussi, en janvier 1980, un nouveau programme de stabilisation, plus ambitieux, a été mis en application.

Ces années étaient des années de récession et de tourmente socio-économique : en septembre 1980, l'Armée intervint pour rétablir l'ordre social.

Au cours de la période planifiée (jusqu'au grand tournant de 1980), la production agricole a connu une expansion importante, notamment grâce à l'accroissement de l'utilisation des intrants modernes et l'accélération des activités de recherche et de vulgarisation. Le soutien des prix agricoles a permis une évolution favorable des termes de l'échange interne en faveur de l'agriculture.

En 1973, une autre loi de réforme agraire (la loi N° 1757, Loi de réforme agraire et foncière) a été promulguée et mise en application dans le Sud-Est du pays à Sanlı-Urfa où la distribution de la terre était très inégale. Mais cette loi a été déclarée anticonstitutionnelle en 1977 et les efforts pour changer les structures agraires du pays sont restés vains.

5. Le grand tournant de 1980 : vers l'économie de marché

Avec les mesures de stabilisation du 24 janvier 1980, la politique de substitution aux importations est abandonnée et une stratégie de développement axée sur l'exportation est adoptée. La caractéristique principale de cette stratégie est que les prix doivent se former dans des conditions de libre marché et qu'ils sont la variable fondamentale des décisions économiques. Réduire l'intervention de l'Etat dans l'économie, laisser fonctionner le marché du capital et du travail selon l'offre et la demande et accorder une plus grande liberté dans les marchés internes et externes, constituent les objectifs à long terme de ce programme. Pour lutter contre l'inflation on applique une politique monétaire de contrôle de la demande. La hausse des taux d'intérêt, le contrôle rigoureux des revenus et de l'offre monétaire, constituent les instruments principaux de cette politique.

Le Gouvernement décide, pour réduire le déficit de la balance des paiements, de remplacer le système de change fixe par des ajustements quotidiens. Pour encourager les exportations, les procédures et les réglementations ont été allégées.

L'application de cette politique a débuté par une dévaluation de 33% de la livre turque par rapport au dollar. Les taux d'intérêt, ainsi que les prix pratiqués par les entreprises économiques d'Etat ont été relevés et de nombreuses mesures ont été prises pour favoriser l'entrée des capitaux étrangers.

Après une période d'administration militaire de trois ans, cette politique néo-libérale a été poursuivie par le Parti de la Mère Patrie (*Anavatan Partisi*) qui a remporté les élections de 1983 et 1988.

Ces mesures de stabilisation n'ont pas tardé à donner des résultats. Le PNB s'est accru de 4,1% en 1981 et de 4,5% en 1982. Après une chute à 3,3% en 1983, ce taux est remonté à 5,9% en 1984 et à 8,1% en 1986. En 1987, la croissance a été de 6,8% (9,1% pour l'industrie et 2,6% pour l'agriculture). La croissance industrielle a redémarré et a oscillé entre 4,9% (1982) et 10,1% (1984) de 1981 à 1987 (6).

Les exportations ont presque quadruplé passant de 2,9 milliards de dollars en 1980 à 10,1 milliards de dollars en 1987, tandis que les importations n'ont que doublé (7,9 milliards \$ en 1980 et 14,1 milliards \$ en 1987). Le déficit de la balance commerciale était compris entre 2,9 et 3,2 milliards \$ de 1983 à 1987. Le déficit de la balance des paiements courants est tombé de 3,4 milliards \$ en 1980 à 0,9 milliards \$ en 1987 (7).

Pour augmenter les recettes fiscales, le gouvernement a adopté, à partir de janvier 1985, la taxe sur la valeur ajoutée. En outre, d'autres mesures ont été prises pour augmenter les rentrées fiscales et réduire ainsi le déficit budgétaire.

Les travaux de construction de quatre zones franches s'accélérent pendant que le dossier de privatisation qui couvre une grande partie des entreprises économiques d'état est en cours de constitution. Le Cinquième Plan Quinquennal (1985-89) a été préparé dans le cadre de l'option

libérale et exportatrice. Le plan réaffirme en maints points la priorité à l'ouverture de l'économie.

Toutes ces mesures se sont accompagnées d'un changement radical dans la structure économique du pays. L'intervention de l'Etat s'est réduite, laissant les forces du marché s'exercer plus librement.

Mais le modèle monétariste n'a pas réussi à combattre l'inflation. Cette dernière avait chuté lors des trois années qui suivirent la crise de 1978-80, mais a repris à partir de 1984 (52%). En 1985 elle était de 40%. Elle diminue légèrement en 1986 (26%) pour reprendre en 1987 (39%). Pour les sept premiers mois de 1988, elle est de l'ordre de 40% (8). Le chômage s'accroît sensiblement et concerne actuellement 16% de la population en âge de travailler.

En février 1988, le gouvernement a donc décidé d'opérer un traitement de choc pour juguler l'inflation et de nouvelles mesures plus restrictives ont été prises. Néanmoins, alimentée par divers facteurs comme le déficit budgétaire chronique, le taux élevé de croissance, la dépréciation continue de la livre turque et l'augmentation des masses monétaires, cette inflation élevée reste le point épineux de la politique monétaire de la Turquie.

L'augmentation de la dette extérieure a suivi également une courbe inquiétante; s'élevant à 20 milliards \$ en 1983, elle a dépassé 38 milliards \$ en 1987. Le ratio dette extérieure/PNB qui se situait autour de 33% en 1980 s'est élevé à 54,3% en 1986 et a dépassé 60% en 1987 (9). Une partie importante de cet endettement est constituée de dettes à court terme.

En ce qui concerne le volet agricole, cette politique a conduit à une détérioration des termes de l'échange en défaveur de l'agriculture. En effet, le prix des intrants augmente rapidement, les subventions pour les engrais et les pesticides diminuent et les crédits agricoles renchérissent, alors que les prix à la production ne sont que faiblement relevés afin de réduire l'inflation. Il en découle une baisse en termes réels du revenu des agriculteurs et ce sont surtout les petites exploitations qui se retrouvent frappées de plein fouet par ces mesures (10).

Une autre loi est adoptée pour améliorer les structures agraires au niveau national.

Promulguée en 1984, la loi N° 3083, Loi de réforme agricole concernant l'aménagement du territoire sur les zones d'irrigation, est mise en application à Sanlı-Urfa afin d'assurer la poursuite des travaux déjà entrepris et d'effectuer l'aménagement du territoire et surtout le remembrement avant la mise en oeuvre du système d'irrigation du projet de l'Anatolie du Sud-Est (GAP).

II - La place de l'agriculture dans l'économie turque

1. L'agriculture et le produit national

Selon le dernier *Rapport sur le Développement dans le Monde* (Banque Mondiale), la Turquie se place parmi les pays à revenu intermédiaire. Avec un PIB de 52,6 milliards \$, elle se situe au trentième rang mondial loin derrière la France (4^{ème} rang pour les pays à économie de marché) et l'Espagne (9^{ème} rang). Par contre, elle se trouve devant le Portugal (27 milliards \$) ou la Grèce (35 milliards \$) (11).

Le déclin relatif de l'agriculture dans l'économie turque s'est accéléré durant les trois dernières décennies. Le **tableau 2** nous permet d'évaluer la contribution des principaux secteurs dans l'évolution du PIB. Le recul de l'agriculture dans le PIB (aux prix constants de 1968) est particulièrement rapide entre 1960 et 1975 (39,2%-24,8%) mais, à partir de cette date et jusqu'en 1980, sa part se stabilise (24,8%-24%).

La contribution de l'industrie au PIB augmente de 1960 à 1975 (16,5%-22,3%), puis recule légèrement en 1980 (21,6%), tandis que celle des services ne cesse de progresser. La composition du PIB n'a donc que très peu évolué entre 1975 et 1980. Le ralentissement économique qui s'est produit entre 1978 et 1980 a sans doute joué un rôle décisif dans cette évolution.

Au cours des années 1980, la part de l'agriculture dans le PIB diminue constamment passant de 24% en 1980 à 20,9% en 1987. La contribution des services diminue aussi, alors que celle de l'industrie augmente et même dépasse pour la première fois celle de l'agriculture. Cette progression est largement due aux mesures de stabilisation de janvier 1980.

Toutefois, pendant cette même période, la part de l'agriculture dans le PIB diminue plus vite en prix courants qu'en prix constants passant de 22,6% en 1980 à 17,4% en 1987, tandis que la participation de l'industrie croît de 25% à 32,2%.

La réduction de la place de l'agriculture est d'autant plus sensible qu'elle s'accompagne d'une diminution de la main-d'oeuvre agricole.

2. L'agriculture et la population active

Presque aussi peuplée que la France, la Turquie avec ses 54 millions d'habitants en 1988, occupe le 18^{ème} rang mondial. Au rythme de l'accroissement actuel, la Turquie sera forte de 65 à 70 millions d'habitants à la fin de ce siècle.

L'explosion démographique s'est effectuée à la cadence très rapide de 2,5% par an entre 1950 et 1980. Ce taux élevé, qui est l'un des obstacles majeurs à la croissance rapide du revenu par tête, s'est ralenti dans la période 1970-80 (2,3%) pour reprendre de nouveau entre 1980 et 1985 (**tableau 3**).

Malgré la croissance rapide de la population urbaine (4,8% par an entre 1950 et 1985), la population rurale continue à augmenter en chiffres absolus (1,2% par an) jusqu'en 1980 puis, pour la première fois, commence à baisser à partir de cette date (-1,1% par an).

La régression du nombre des ruraux dans la structure globale de la population s'accélère à partir de 1970. Les chiffres font apparaître qu'entre 1970 et 1985, environ 9 millions de ruraux émigrent vers les villes. Ce sont l'accélération de la mécanisation et la politique monétaire touchant durement les petits producteurs, qui semblent être les facteurs déterminants de cet exode rural. C'est ainsi qu'en 1985, le nombre des citadins dépasse la première fois le nombre des ruraux (53% contre 47%), marquant ainsi le passage d'une Turquie paysanne à une Turquie urbaine.

En ce qui concerne la population active agricole, sa place dans l'emploi reste toujours dominante bien qu'elle ait connu une diminution assez importante : de 70,2% en 1970 à 56,5% en 1987. Dans ce recul timide, plusieurs facteurs interviennent :

– le faible taux de croissance annuel de l'emploi non-agricole. Celui-ci n'est que de 3,4% entre

1970 et 1987 (2,9% pour l'industrie et 3,6% pour les services) ;

– le fort taux de croissance démographique (2,5%) qui dépasse le taux de croissance moyen annuel de l'emploi. Il alimente ainsi le chômage dont le taux oscille entre 12,5 et 16,3%.

Une partie de la main-d'oeuvre agricole se trouve sous employée de façon régulière (3,2% en 1987) et ce taux doit être encore plus élevé pendant la morte saison. Cet excédent d'actifs agricoles freine sérieusement la productivité de l'agriculture et pénalise ainsi le revenu individuel moyen (**tableau 4**) (12).

3. L'agriculture et le commerce extérieur

La Turquie est un pays exportateur net de produits agro-alimentaires et les exportations sont en constante augmentation. Cependant, la place des produits agricoles bruts dans les recettes d'exportation décroît malgré leur augmentation en valeur absolue (74,9% en 1970 et 18,2% en 1987) (**tableau 5**). Ce changement structurel s'est accéléré après 1980 en raison des résultats spectaculaires enregistrés par le secteur manufacturier (28,8% en 1980, 69,7% en 1987).

Une autre tendance notable est la diversification des produits agricoles exportés, ce qui conduit à diminuer l'importance des produits d'exportation traditionnels (63% en 1970 et 40,7% en 1987) (13). Pourtant il ne faut pas oublier :

– Qu'une partie considérable des produits industriels exportés par la Turquie sont des produits agro-alimentaires transformés. Ils formaient en 1987, 9,4% de la valeur globale des exportations.

– Que les articles tels que le textile, le cuir et les peaux, ainsi que les produits forestiers qui sont classés parmi les produits manufacturés, sont essentiellement d'origine agricole et occupent une place décisive dans la valeur totale des exportations (33,9% en 1987, soit la moitié des exportations des produits manufacturés).

On peut donc estimer qu'en 1987, 61,5% des exportations turques sont issues des produits agricoles.

Les produits agricoles générant les plus fortes recettes d'exportation sont par ordre d'importance, les fruits frais et secs (38%), les

plantes industrielles (coton, tabac...) (21%), les animaux vivants (16%), et plus particulièrement, les ovins (5^{ème} exportateur mondial) et les légumineuses (13%).

Les importations de produits agricoles sont en revanche faibles et ne constituent que 5,5% du total des importations en 1987. Toutefois, il faut souligner que l'importation des produits agricoles transformés connaît une évolution défavorable suite à l'application de la politique libérale (5,1% du total).

Cependant la balance agro-alimentaire du pays reste largement excédentaire (1,6 milliard \$ en 1986 et 1,3 milliard \$ en 1987). C'est un fait remarquable, si l'on tient compte du fait qu'en 1986 dix des membres de la Communauté étaient déficitaires dans leurs échanges agro-alimentaires avec les pays tiers et que les deux pays excédentaires – le Danemark et l'Irlande – ont un solde total équivalent à celui de la Turquie. Et, de plus, la balance agro-alimentaire de la Turquie avec la CEE était excédentaire de 691 millions d'ECU en 1986 (14).

La Turquie, en plus des efforts déployés pour accroître ses exportations agro-alimentaires, bénéficie de nombreux avantages, comme la rente de situation géographique (proximité des pays arabes et de l'Europe de l'Est) et les faibles coûts de production liés à une main-d'oeuvre abondante et bon marché.

III - L'agriculture et ses performances : de la dépendance vers la conquête des marchés extérieurs

Au cours des années 1960, la Turquie, avec la moitié de sa population actuelle, devenait dépendante des Etats-Unis pour son approvisionnement en grains destinés à la consommation humaine. Elle se trouve actuellement parmi les quelques pays au monde autosuffisants où les céréales ne constituent plus un enjeu majeur de la politique économique et des échanges internationaux.

Un immense programme de mécanisation suivi par l'utilisation accrue de semences améliorées, d'engrais et d'herbicides, l'extension des possibilités d'irrigation, ainsi que la vulgarisation

efficace de ces techniques, ont été les facteurs déterminants de l'essor du secteur agricole.

Ce développement s'est traduit par un doublement de la valeur de la production agricole qui est passée de 27 à 55 milliards de LT (en prix constants de 1968) entre 1967 et 1986. Le taux annuel moyen de croissance en volume se situait entre 3 et 4% pour un taux de croissance démographique de 2,5%.

1. Utilisation des terres

La superficie des terres arables en Turquie est presque équivalente à celle de l'Espagne et de l'Italie réunies. A la suite de l'expansion des terres labourées entre 1950 et 1970, la Turquie possède aujourd'hui 24 millions d'hectares de terre cultivée dont un quart en jachère.

Cette extension spectaculaire réalisée sous l'effet combiné de la pression démographique rurale et d'une mécanisation rapide, s'est produite presque entièrement au détriment des pâturages. Ceci présentait quelques inconvénients. En premier lieu, la plupart des terres marginales se trouvaient sur des pentes et subissaient l'érosion. Deuxièmement, la mise en culture des pâturages diminuait la surface vitale pour le bétail, et, comme l'effectif de ce dernier continuait à augmenter, cette évolution provoquait un surpâturage dont les conséquences étaient désastreuses. Ainsi, l'équilibre agro-sylvo-pastoral a été fortement perturbé. Pour rétablir cet équilibre, le Ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Affaires Villageoises a fait des efforts appréciables (combattre l'érosion, reconstituer les pâturages, réduire les jachères, introduire une seconde culture en rotation, etc.)

2. Structure de la production

Grâce à sa multitude de microclimats, la Turquie peut cultiver une gamme de produits extrêmement variée. En effet, selon Vavilov (le fameux botaniste soviétique), l'Anatolie constitue l'un des 8 centres mondiaux d'origine des plantes cultivées (15).

La structure de la production agricole turque est caractérisée par la prédominance des produits végétaux. Ceux-ci constituaient, en 1987, 54,7% de la valeur totale de la production agricole (61,3% avec la sylviculture). Cette structure n'a pas connu de transformations significatives au cours des vingt dernières années.

Les céréales occupent une place considérable dans le secteur de la production végétale, représentant à elles seules 30% de la valeur de la production de ce secteur et 16,5% de la valeur totale de la production agricole. Ces pourcentages sont respectivement de 25,2 et 13,8 pour les plantes industrielles et 29,5 et 16,1 pour les fruits et légumes (16).

La production animale constitue 34,7% de la valeur totale de la production agricole (38,7% si on inclut la pêche). Parmi les divers produits de ce secteur, la viande représente 48,3% de la valeur de la production animale et 16,8% de la valeur totale de la production agricole. Ces taux sont respectivement de 24% et 8% pour le lait.

Quant à la sylviculture et à la pêche, elles couvraient 6,6 et 4% de la valeur totale de la production agricole turque en 1987 (17).

3. Evolution de la production

La véritable mutation de l'agriculture turque démarre dans les années 1970 lorsque la Turquie atteint la limite de ses terres cultivables. Pour faire face à l'accroissement des besoins d'une population en rapide augmentation, l'intensification de l'agriculture paraît la seule issue possible.

Aussi se modernise-t-elle rapidement jouant sur l'amélioration génétique des végétaux et des animaux, sur l'amélioration des techniques de production, ainsi que sur l'expansion des terres irriguées.

C'est ainsi que la Turquie réussit sa Révolution Verte. Elle obtient de nombreux succès dans l'amélioration de ses variétés locales de blé. Elle développe aussi un «paquet de techniques» culturales pour le plateau anatolien, zone de type semi-aride, qui représente la moitié des superficies emblavées du pays. Cette technologie a non seulement conduit à un quasi-doublement des rendements, mais aussi à leur stabilisation. Et ce succès obtenu dans l'«arido-culture» (*dry-farming*) est mondialement apprécié à sa juste valeur (18).

En 1988, la production de blé dépasse pour la première fois 20 millions de tonnes et celle de céréales 30 millions. La Turquie est actuellement le 7ème producteur mondial de blé et la seconde puissance céréalière du Bassin Méditerranéen

après la France. Elle est ainsi en passe de devenir un grand pays exportateur de blé.

Un autre secteur en rapide développement est celui des légumineuses. Avec le programme de diminution de la jachère, leur culture s'est étendue à tout le pays. Depuis quelques années, la Turquie est ainsi devenue le premier producteur mondial de lentilles et le troisième de pois chiches.

Pour les autres produits, l'augmentation a été aussi importante que dans le cas des céréales (**tableau 6**). Au bout de 20 ans, la production a plus que doublé pour la betterave et la pomme de terre, a triplé pour les légumineuses, a été multipliée par 5 pour le tournesol et la pomme, et par 9 pour le thé.

L'augmentation a été moins rapide pour la production animale malgré le grand potentiel de la Turquie en ce domaine. Au cours des deux dernières décennies, la production de viande a presque doublé tandis que celle de lait n'a augmenté que de 20% (**tableau 7**).

La Turquie occupe le cinquième rang mondial pour son troupeau ovin et le quatorzième pour le cheptel bovin. Bien que le pays ne connaisse pas de déficit en viande, de sérieux progrès restent à réaliser dans l'augmentation de la production fourragère, l'amélioration des pâturages et l'adoption de races plus productives.

L'agriculture turque présente encore des potentialités importantes. Toutefois, l'insuffisance en eau limite fortement l'intensification. Mais la Turquie s'apprête à réaliser le grand projet d'irrigation de l'Anatolie du Sud-Est sur 1,8 millions d'ha, soit le double de la surface arable de la Hollande. Grâce à ce projet qui est une sorte de renaissance de la Haute Mésopotamie, la production agricole de la Turquie devrait être presque multipliée par deux.

IV - L'agriculture et le développement économique

Grâce aux efforts déployés en vue d'accéder au développement, la Turquie a atteint un taux de croissance plus élevé que celui qu'on observe dans la plupart des pays. En 1986, l'OCDE, par exemple, constatait que le taux de croissance de

la Turquie était le plus élevé (8%) parmi tous ses membres.

Pour accélérer le développement, l'accent a été mis sur une expansion de l'industrie et l'agriculture a reçu la tâche de soutenir cet effort. Selon les plans, l'industrialisation constitue la rampe de lancement du développement tandis que la modernisation de l'agriculture n'en est qu'une de ses conditions.

1. La contribution de l'agriculture au développement économique

Bien que la priorité ait été accordée à l'industrie, l'agriculture a également contribué aux efforts de croissance économique de la Turquie (19) :

– Disposant d'un surplus de main-d'oeuvre, elle a fourni les travailleurs nécessaires aux secteurs non agricoles ainsi que la plus grande partie des ouvriers partant à l'étranger. Elle a participé ainsi indirectement au financement de la croissance. Au cours de la période 1970-87, la part de la main-d'oeuvre agricole dans l'augmentation de l'emploi non agricole a été de 72%.

Les recherches montrent que le secteur primaire fournit également plus de 50% des émigrants. On se rend d'autant plus compte de l'importance de l'émigration paysanne si l'on considère le montant des devises qu'elle fournit à la Turquie chaque année. En 1987, 2 021 millions de dollars provenaient des fonds rapatriés par les travailleurs à l'étranger.

On peut donc avancer que la migration interne et l'émigration de main-d'oeuvre agricole représentent un transfert important de ressources au bénéfice des secteurs non agricoles et contribuent de façon importante à la croissance économique de la Turquie.

– L'agriculture a participé à l'approvisionnement des villes et des industries de transformation dont l'expansion a été très rapide.

La croissance démographique considérable, l'accélération du mouvement d'urbanisation et l'élévation du revenu de la population ont joué en faveur d'une augmentation de la demande en produits alimentaires. Ces facteurs rompent ainsi les anciens équilibres vivriers et favorisent la création de nouveaux équilibres et d'un régime alimentaire plus riche.

D'autre part, une partie importante de l'industrie manufacturière turque est tributaire des produits agricoles comme matière première. Et ces industries ont connu une croissance rapide au cours des vingt dernières années.

L'agriculture a pu ainsi répondre aux besoins alimentaires croissants de la population et au besoin en matières premières d'une industrie en voie de développement, sans créer de déséquilibres majeurs.

En dégagant un surplus exportable, l'agriculture a contribué à l'approvisionnement en devises de l'économie. Ceci a également aidé à améliorer la balance des paiements du pays.

L'excédent de la balance agro-alimentaire, loin de se réduire, a progressivement augmenté depuis 1970. Ceci a permis aux secteurs non agricoles de disposer des devises nécessaires pour acquérir les biens d'équipement indispensables pour le développement économique du pays. Cet excédent exprimé en devises étrangères, représentait en 1987, environ 30% de la valeur totale des biens d'équipement achetés à l'étranger par le secteur non agricole de l'économie turque.

La balance commerciale turque souffre d'un déficit chronique et c'est surtout par l'augmentation de ses exportations que la Turquie s'efforce de rétablir son équilibre. Malgré le caractère durable de ce déficit, le défaut de couverture des importations par les exportations ne conduit pas à une situation intolérable. En effet, la balance des paiements courant s'est améliorée depuis 1982. L'envoi de fonds des travailleurs émigrés, et les exportations agricoles sont deux postes qui contribuent largement au rééquilibrage de cette balance.

Ainsi l'agriculture contribue à l'équilibre extérieur d'une manière indirecte, c'est-à-dire en permettant, par le développement des cultures vivrières et industrielles, une certaine économie de devises, et, d'une manière directe, par l'exportation de produits.

La contribution de l'agriculture au financement interne du développement est faible bien qu'elle constitue une partie importante des activités économiques.

Les revenus agricoles ont longtemps bénéficié d'une exonération de l'impôt sur le revenu.

Malgré les efforts pour porter remède à cette situation, les recettes fiscales provenant de ce secteur restent toujours insignifiantes.

La contribution en capital de l'agriculture s'effectue via les termes de l'échange interne. L'évolution de ces derniers vers l'année 1980 et actuellement montre un transfert de fonds d'investissement de l'agriculture vers les autres secteurs non agricoles de l'économie.

En conclusion, on peut dire que, malgré le grand potentiel de l'agriculture, la croissance économique s'est appuyée sur l'industrie et s'effectue dans le cadre d'un plan à long terme. L'agriculture, plutôt que d'assurer le financement interne des investissements, joue un rôle important dans leur financement en devises étrangères. Son rôle est plus particulièrement caractéristique dans l'ajustement de la croissance. La participation du secteur agricole au développement permet d'améliorer le niveau nutritionnel de la population, de moins recourir aux importations alimentaires et de contribuer à l'équilibre extérieur du pays (20).

2. Relations intersectorielles

L'essor du secteur agricole en Turquie a largement été soutenu par le développement rapide des industries d'amont, qui lui fournissent les facteurs de production, et d'aval qui transforment et écoulent ses produits.

Selon les tableaux d'échange intersectoriel dressés par l'Institut National des Statistiques pour les années 1968, 1973 et 1979, les achats de l'agriculture aux autres secteurs ne représentaient que 4,6% de la valeur de la production agricole en 1968 et 5,5% en 1973. Ce taux s'élevait à 12% en 1979 et si l'on poursuit la tendance on peut estimer qu'il est de l'ordre de 20% actuellement.

Malgré son augmentation, ce taux reste encore faible lorsqu'on le compare à celui des pays d'Europe occidentale où les achats de l'agriculture aux autres secteurs de l'économie, par rapport à la valeur totale de la production agricole, s'élèvent à 50%.

Comme l'agriculture n'utilise pas les extrants du secteur d'amont à un niveau optimum, elle ne peut pas se moderniser à un rythme souhaitable. Et pourtant, l'agriculture moderne est celle qui achète pour vendre.

En revanche, l'intégration avec le sous-secteur d'aval est plus avancée. Le **tableau 8** montre bien les relations qu'entretient l'agriculture avec ce sous-secteur d'aval.

Parmi les branches d'activité industrielles, l'industrie de transformation alimentaire occupe la première place, mais sa part s'est réduite, tombant de 30 à 24,8% au cours des 20 dernières années (phénomène largement lié à la croissance économique, à cause de la faible élasticité de la demande des produits alimentaires par rapport au revenu).

Ainsi qu'il ressort du **tableau 8**, le sous-secteur aval de l'agriculture occupe une place très importante dans l'ensemble de l'industrie manufacturière. En effet en 1967, il constituait 61,1% de son produit brut et 45,6% en 1986 (42% de la valeur totale de la production industrielle turque en 1986).

Ces chiffres montrent l'importance vitale de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie turque. Elle approvisionne 42% d'un secteur industriel qui est chargé par les plans d'être le secteur moteur de la croissance économique. Ces branches économiques approvisionnées par l'agriculture ne peuvent progresser de manière satisfaisante que si le secteur agricole leur fournit des matières premières en quantité croissante et de qualité constamment améliorée.

3. La répartition des investissements

Le développement économique peut se produire sans heurts si l'industrie et l'agriculture progressent simultanément. Ceci exige une répartition équilibrée des investissements entre ces deux secteurs. Bien que le premier plan (1963-67) ait prévu un développement équilibré de tous les investissements dans tous les secteurs, on constate un changement à partir du Deuxième Plan. Ainsi, la part de l'agriculture dans la répartition des investissements chute progressivement. En effet, celle-ci, qui était de 12% pendant le premier plan, n'est plus que de 7,9% en 1987 (à cette même date, 31,7% pour l'industrie et 15,2% pour le seul secteur manufacturier) (21).

Il est à craindre que cette évolution ait des conséquences très néfastes :

– L'industrie manufacturière qui constitue 92% de la valeur totale de la production industrielle est en grande partie tributaire des produits agricoles. Aussi longtemps que l'agriculture ne répondra pas à sa demande croissante en matières premières, son développement sera freiné, voire même stoppé.

– Le recul de l'attention accordée à l'agriculture réduira les exportations agro-alimentaires et par conséquent la contribution de l'agriculture à l'importation des biens d'équipement pour le développement des autres secteurs.

– La diminution des investissements dans le secteur primaire aggravera le déséquilibre dans la répartition du revenu national. Et son accroissement entre les niveaux de vie urbain et paysan limitera en outre la capacité d'achat de biens industriels par les agriculteurs. Ceci provoquera de sérieux goulots d'étranglement pour le développement de l'industrie.

V - L'agriculture et ses problèmes fondamentaux

Les obstacles qui freinent le développement du secteur agricole et, par conséquent, le développement de l'ensemble de l'économie, sont d'origines différentes. Nous citerons les plus importants.

1. Les obstacles structurels

L'agriculture turque, fortement paysanne, et qui a du mal à se transformer en une agriculture de type capitaliste souffre de problèmes structurels importants :

– absence d'équilibre dans la répartition des terres entre cultures, jachère, pâturage et forêts ;

– prédominance des petites exploitations dont les ressources en main-d'œuvre ne peuvent être pleinement utilisées et dont la taille ne permet pas un fort degré de mécanisation ;

– morcellement excessif des exploitations agricoles ;

– insuffisance des règles législatives concernant les droits des fermiers et métayers.

- présence de zones défavorisées dont notamment 17 000 villages forestiers (comprenant 35% de la population rurale) posant de graves problèmes d'agriculture de montagne.

La structure agricole est donc caractérisée par la prédominance de petites exploitations très morcelées. Les tendances d'évolution de cette structure sont loin d'être satisfaisantes : augmentation permanente du nombre d'exploitations (plus d'un million entre 1952 et 1980), diminution de leur taille moyenne (de 7,7 ha à 6,4 ha) et aggravation du morcellement.

Il est évident qu'une économie agraire basée essentiellement sur l'existence de petits lopins n'offre aucune possibilité d'accroissement important de la productivité. D'autre part, les mesures prises dans le cadre des réformes agraires n'ont pas abouti à des résultats significatifs.

Il reste donc beaucoup à faire en ce domaine et surtout en ce qui concerne les activités de remembrement. Bien que ce dernier soit une étape fondamentale du processus d'amélioration des structures agraires, les travaux entrepris en sont à leur état d'ébauche. En effet, *Topraksu* (Direction du service de mise en valeur des terres) n'a pu remembrer que 57 045 ha de terres entre 1961 et 1982, soit 0,2% des terres cultivées (22).

2. Les problèmes socio-économiques

Les deux problèmes socio-économiques majeurs concernant l'agriculture sont les suivants :

- Le surpeuplement rural : l'agriculture turque souffre d'un surpeuplement qui est la cause principale de l'insuffisante productivité de ce secteur. La surface agricole est surchargée démographiquement, les propriétaires sont nombreux et la surface d'exploitation réduite. Alors que l'accroissement de la superficie depuis 1960 n'est que de 2,5%, la population rurale, elle, a augmenté de 28%.

- A l'heure actuelle, 82% de la population rurale travaille dans des exploitations inférieures à 10 ha. Sur ces superficies limitées, la loi des rendements décroissants joue largement. Ainsi un accroissement futur de la production ne peut passer que par un retrait continu de main-d'œuvre dans ce secteur.

- L'insuffisance et la sous-utilisation du capital : bien que l'utilisation du capital varie largement selon le type d'exploitation, on peut dire que la part de la terre dans le capital total est généralement prédominante. Ceci indique clairement qu'il s'agit encore d'une agriculture à faible intensité capitaliste. Et malgré sa faiblesse, le capital d'exploitation est de plus sous utilisé. L'aventure de la mécanisation agricole en Turquie en témoigne.

Au cours des vingt dernières années, la traction animale a été remplacée dans une large mesure par la traction mécanique. On est passé en effet de 5,5 millions d'unités de trait à 612 milliers de tracteurs. Ceci a constitué un véritable bouleversement des habitudes, une transformation totale des techniques et un changement profond d'attitude.

Les politiques agricoles, au lieu d'établir un programme de mécanisation sélectif, se sont plutôt orientées vers une augmentation du nombre de tracteurs (et ceci malgré l'abondante disponibilité en main-d'œuvre) sans prendre en considération ni la nature des structures agricoles, ni les caractéristiques des tracteurs à fabriquer.

L'utilisation accrue des tracteurs n'a pas tardé à se heurter aux structures inadaptées, créant ainsi toutes les conditions d'une mécanisation irrationnelle, coûteuse et contradictoire.

L'inadéquation entre les tracteurs produits (48 chevaux en moyenne) et la taille moyenne des exploitations (6,4 ha) provoque une sous-utilisation de l'ordre de 300 heures par an (soit une utilisation à 25-30% du potentiel). L'insuffisance en matériel tracté et le manque d'organisation dans l'utilisation en commun du matériel agricole renforcent cette tendance (23). L'expérience coûteuse de la mécanisation agricole en Turquie s'est soldée par la fermeture de 6 des 10 usines de production de tracteurs.

3. Problèmes d'organisation et problèmes après-récolte

Malgré l'importance de la coopération pour le développement agricole, le mouvement coopératif ne s'étend que très lentement en Turquie. La plupart des paysans ignorent les vertus et les avantages des coopératives, lesquelles sont plutôt concentrées dans les régions relativement développées. L'insuffisance en coopératives de

commercialisation fonctionnant effectivement selon le principe de la coopération, met les agriculteurs à la merci des intermédiaires et en particulier, pour les produits qui ne bénéficient pas du soutien des prix par l'Etat (fruits et légumes par ex.).

Les problèmes après-récolte constituent un autre obstacle auquel se trouve confrontée la Turquie. En effet, l'insuffisance de l'infrastructure, des moyens de conditionnement, de conservation, de stockage et de transport – surtout dans le domaine des fruits et légumes – entraîne des pertes considérables. D'importants progrès auxquels étaient associées des entreprises étrangères et notamment françaises (24), ont été réalisés ou sont en cours de réalisation en vue de réduire ces pertes et de favoriser les exportations agro-alimentaires de la Turquie.

VI - Conclusion

Depuis sa fondation, la Turquie a vécu diverses étapes économiques qui l'ont conduite de l'étatisme à l'économie de marché. Depuis 1980, une stratégie de croissance avec ouverture sur les marchés extérieurs est appliquée. Dans le cadre de ce nouveau programme, la Turquie a vu ses recettes d'exportation quadrupler et leur structure se modifier en faveur des produits industriels (75% actuellement) et l'économie a retrouvé son rythme de croissance économique d'avant la période de crise. Pourtant la politique monétariste appliquée n'a pas été en mesure de combattre l'inflation qui reste actuellement le point épineux du programme de stabilisation.

L'agriculture turque, qui a connu un essor considérable au cours des deux dernières décennies, a su briser le cercle vicieux de la dépendance alimentaire et a pu alors s'orienter vers les marchés extérieurs.

L'agriculture participe également activement à la croissance économique du pays en contribuant à fournir de la main-d'oeuvre et des matières premières aux autres secteurs, à équilibrer le niveau nutritionnel de la population, à moins recourir aux importations et à financer l'achat de biens d'équipement pour l'industrie grâce à son excédent de balance commerciale.

Pour que l'agriculture puisse mettre en valeur son énorme potentiel, il est nécessaire que les

problèmes majeurs tels que les structures agraires, l'organisation des producteurs et le développement de l'infrastructure pour les activités d'après récolte, soient résolus. Dans ces conditions la Turquie pourra devenir un des *leaders* agricoles de l'Europe.

Notes

(1) Le premier plan quinquennal de la Turquie (1933-1937) et le second (1938-1943) ne sont pas des plans de développement économique selon la conception actuelle. Ce sont des plans techniques dont l'objectif était de créer les principales industries du pays. DPT *Devlet Planlama Teşkilatı, Kalkınma Planı 1963-1967* (OEP, Organisation d'Etat de planification, Premier Plan Quinquennal 1963-1967, Ankara 1963, p.10).

(2) SAĞLAM (D.).- *Türkiye Ekonomisi*, 1976, pp. 85-86.

(3) Idem pp. 89-90.

(4) DPT *Kalkınma Planı ikinci beş yıl 1968-72* (OEP, Deuxième plan quinquennal), *Kalkınma Planı üçüncü beş yıl 1973-1978* (OEP, Troisième plan quinquennal), *Kalkınma Planı dördüncü beş yıl* (OEP, Quatrième plan quinquennal).

(5) KEPENEK (Y.), 1984, pp. 227-285.

(6) State Planning Organization.- *Turkey*, mai 1988, p. 3.

(7) Idem pp.19-25.

(8) Idem p. 55.

(9) TUSİAD, 1988, pp. 101-102.

(10) TEKELİOĞLU (Y.), 1986, pp. 156-158.

(11) Banque Mondiale, 1988, pp. 260-261.

(12) En 1986, le revenu individuel moyen dans l'agriculture ne représentait qu'un tiers du revenu moyen national et un cinquième de celui de l'industrie (voir OEP), 1985, p. 129.

(13) Le coton, le tabac, les sultaniens, les figues sèches et les noisettes.

(14) CEE, 1988.

(15) GRALL, LEVY, 1985, pp. 30-31.

(16) OEP, 1988, pp.19,122.

- (17) Idem p. 126.
- (18) HANSEN, BORLAUG, ANDERSON, 1982, pp.59-68.
- (19) TEKELİOĞLU, 1974, p. 202.
- (20) Idem
- (21) OEP 1988, p. 25.
- (22) Ministère de l'Agriculture, des Forêts et des Affaires villageoises.
- (23) TEKELİOĞLU, 1983.
- (24) CFCE, 1980, p. 9.
- Institut National de Statistiques (I.N.S).- *National Income and Expenditure of Turkey 1948-1972*.- Ankara, 1973.
- INS.- *Annuaire statistique de la Turquie*, 1986.- Ankara, 1988.
- KEPENEK (Y.).- *Türkiye Ekonomisi* (L'économie de la Turquie).- Ankara Savaş Yayınları, 1984.
- OEP.- *Premier Plan Quinquennal 1963-67, Deuxième Plan Quinquennal 1968-72, Troisième Plan Quinquennal 1973-78, Quatrième Plan Quinquennal 1979-84, Cinquième Plan Quinquennal 1985-89*.- Ankara, 1963, 1968, 1972, 1978, 1985.
- OEP.- *Programmes annuels* : 1973, 1984, 1987, 1988.
- OEP.- *Turkey, Main Economic Indicators*.- Ankara, 1988.
- OEP.- *Travaux de préparation du Cinquième Plan Quinquennal*.- Ankara, 1985 (en turc).
- SAĞLAM (D.).- *Türkiye Ekonomisi* (L'économie de la Turquie) .- Ankara : Ayyıldız Matbaası A.S., 1976.
- TEKELİOĞLU (Y.).- Récents développements dans le secteur céréalier en Turquie in LERIN (F.) (éd.) : *Céréales et produits céréaliers en Méditerranée*.- Montpellier : IAMM/CIHEAM, 1986.- *Options Méditerranéennes*.
- TEKELİOĞLU (Y.).- *Le rôle de l'agriculture dans le développement économique en Turquie*.- Montpellier, 1974. (Thèse de III^e Cycle).
- TEKELİOĞLU (Y.).- *Türkiye'de Tarımsal Makinalaşmanın Temel Sorunu : Traktör* (Le problème principal de la mécanisation agricole en Turquie : le tracteur).- Ankara : T.Z.D.K Yayınları, 1983.
- TUŞİAD.- *The Turkish Economy 1988*.- İstanbul : Turkish Industrialists' and businessmen's association, 1988.

Bibliographie

BANQUE MONDIALE.- *Rapport sur le développement dans le monde*.- Paris : Editions Economica, 1988.

BULUTAY (T.), YILDIRIM (N.), TEZEL (Y.).- *Türkiye Milli Geliri (1923-1948)* (Revenu national de la Turquie).- Université d'Ankara, Faculté des Sciences Politiques, 1974.

CFCE.- *Le marché des produits agro-alimentaires en Turquie*.- Paris : Centre Français du Commerce Extérieur, 1980.

Commission des Communautés Européenne.- *La situation de l'agriculture dans la Communauté. Rapport 1987*.- Bruxelles-Luxembourg, 1988.

GRALL (J.), LEVY (B.R.).- *La guerre des semences*.- Paris : Fayard, 1985.

HANSEN (H.), BORLAUG (N.E.), ANDERSON (R.G.), "Turkey: a dryland success" in *Wheat in the Third World*.- Boulder (Colorado) : West View Press, 1982.

Tableau 1 : Evolution des taux de croissance par secteur d'activité pendant les diverses phases de la croissance économique de la Turquie

Périodes	PNB	PIB	AGR	IND	SER
I - 1923-33	7,3	7,2	6,7	10,2	6,4
II - 1933-50	2,5	2,5	3,0	2,4	2,8
dont					
1933-39 (avant-guerre)	7,1	7,1	7,9	8,5	6,6
1940-49 (guerre et après-guerre)	0,6	0,6	0,6	0,1	1,1
III - 1950-1960	6,3	6,4	5,4	8,3	6,7
IV - 1960-1980	6,0	5,5	3,1	7,8	6,7
dont					
1963-67 I - plan	6,6	6,3	3,0	10,9	7,2
1968-72 II - plan	7,2	6,7	3,8	9,7	7,4
1973-77 III - plan	6,5	7,1	3,2	9,7	7,9
1978-79 *	0,2	1,2	1,8	0,2	1,4
V - 1980-1987	5,5	5,1	3,3	7,7	5,5
dont					
1979-83 IV - plan	2,1	2,1	2,1	1,5	2,4
1985-89 V - plan (prévision)	6,3	6,3	3,6	7,5	6,5
1929-1950 **	4,6	4,5	4,8	5,6	4,3
1950-1987 ***	5,7	5,4	3,5	7,3	6,1

* Pour des raisons politiques et économiques, deux années supplémentaires de transition (1978, 1984) ont été nécessaires pour l'élaboration et l'adoption des IV^{ème} et V^{ème} plans quinquennaux.

** A prix constants, de 1938.

*** A prix constants, de 1968.

Légendes : PNB : Produit National Brut, PIB : Produit Intérieur Brut, AGR : Agriculture, IND : Industrie, SER : Services.

Source : BULUTAY T., YILDIRIM N., TEZEL Y.- *Türkiye Milli Geliri (1923-1948)* (Revenu national de la Turquie) Université d'Ankara, Faculté des Sciences Politiques, 1974 ; *National Income and Expenditure of Turkey 1948-1972*, Institut National des Statistiques, 1973 ; *Programmes annuels* de 1973 et 1984, Organisation d'Etat de planification (OEP), *Turkey Main Economic Indicators*.- Ankara, 1988.

Tableau 2 : Evolution du produit national

Années	PNB*	PIB**	Part des secteurs dans le PIB (%)		
			Agriculture	Industrie	Services
1930	1,19	1,152	45,2	12,4	42,4
1940	1,927	1,904	41,3	17,4	41,3
1950	38,5	36,7	43,2	13,8	43,0
1960	70,8	68,4	39,2	16,5	44,3
1965	90,4	80,8	34,0	17,8	48,2
1970	125,4	112,0	29,0	20,6	50,4
1975	181,4	159,9	24,8	22,3	52,9
1980	206,1	188,5	24,0	21,6	54,4
1985	252,2	234,3	21,8	24,8	53,4
1987	299,5	267,7	20,9	26,0	53,1

* Au prix du marché.

** Au coût des facteurs.

Source : 1930-40 à prix constants de 1938 : BULUTAY (T.) *et al.*, 1973 ;
1950-87 : OEP, Programmes annuels 1973 et 1984.

Tableau 3 : Evolution de la population

Années*	Population totale (I)		Population rurale (2)		Population urbaine (3)	
	Millions	Taux d'aug.	Millions	II/I	Millions	III/I
1927	13,6		10,3	76,8	3,3	24,2
1935	16,1	2,11	12,3	76,5	3,8	23,5
1940	17,8	1,95	13,5	75,6	4,3	24,4
1945	18,8	1,05	14,1	75,1	4,7	24,9
1950	20,9	2,17	15,7	75,0	5,2	25,0
1955	24,0	2,77	17,1	71,2	6,9	28,8
1960	27,7	2,85	18,7	68,1	8,8	31,9
1965	31,3	2,46	20,5	65,6	10,8	34,4
1970	35,6	2,51	21,9	61,5	13,7	38,5
1975	40,3	2,50	23,4	58,2	16,9	41,8
1980	44,7	2,06	25,1	56,1	19,6	43,9
1985	50,6	2,48	23,7	47,0	26,9	53,0

* Années de recensement démographique.

Source : Türkiye İstatistik Yıllığı (Annuaire statistique de la Turquie) 1987, Institut National des Statistiques, publication n° 1250, Ankara, 1988, pp. 33/34.

Tableau 4 : Evolution de la population active (milliers)

	1970	1975	1980	1985	1987*
Offre totale de main-d'oeuvre	14 374	15 916	17 063	18 269	18 804
Demande totale de main-d'oeuvre (DTMO)	13 682	14 696	15 231	15 955	16 548
Chômeurs en %	1 792 (12,5)	2 120 (13,3)	2 532 (14,8)	2 979 (16,3)	2 856 (15,2)
Personnes employées dans l'agriculture** En pourcentage de (DTMO)	9 606 (70,2)	9 563 (65,1)	9 520 (62,5)	9 390 (58,8)	9 357 (56,5)
Dont sous-employées de façon permanente	1 100	900	700	665	600
Personnes employées dans l'industrie En pourcentage de (DTMO)	1 397 (10,2)	1 691 (11,5)	1 771 (11,6)	2 058 (12,9)	2 281 (13,8)
Personnes employées dans les services En pourcentage de (DTMO)	2 679 (19,6)	3 442 (23,4)	3 940 (25,9)	4 513 (28,3)	4 910 (29,7)

* Provisoire.

** Y compris le chômage déguisé.

Source : OEP V Beş Yıllık Plan Destekleme Çalışmaları (1972-1983) (Travaux de préparation du cinquième plan quinquennal), OEP, pub n° DPT 1975, janv. 1985, pp. 335-336. Tab. 346-347-348 et OEP 1988, p. 69.

Tableau 5 : Place de l'agriculture dans le commerce extérieur de la Turquie
(en millions de dollars)

	1970	%	1980	%	1985	%	1987	%
EXPORTATIONS								
I - Produits agricoles	441,1	74,9	1 672	57,4	1 719	21,6	1 853	18,2
II - Minerais et prod. d'extraction	39,5	6,7	191	6,6	244	3,1	272	2,7
III - Produits transformés et manufacturés	107,9	18,4	1 047	36,0	5 995	75,3	8 065	79,1
* Produits agricoles transformés	46,3	7,9	209	7,2	647	8,1	954	9,4
* Prod. manufacturés	61,6	10,5	838	28,8	5 348	67,2	7 111	69,7
dont :								
- textile et habillement	25,8	4,4	424	14,6	1 790	22,5	2 707	26,5
- cuirs et peaux	4,5	0,8	50	1,7	484	6,1	721	7,1
- produits forestiers	0,3	-	4	0,1	106	1,3	32	0,3
- autres produits manufacturés	31,0	5,3	360	12,4	2 968	37,3	3 651	35,8
TOTAL	588,5	100,0	2 910	100,0	7 958	100,0	10 190	100,0
IMPORTATIONS								
I - Produits agricoles et cheptel	99,3	10,5	51	0,6	375	3,3	782	5,5
II - Industries minières extractives	53,4	5,6	3 096	39,1	3 626	32,0	3 034	21,4
III - Produits industriels	794,9	83,9	4 762	60,3	7 342	64,7	10 347	73,1
* Produits agricoles transformés	23,5	2,5	303	3,8	487	4,2	719	5,1
* Produits industriels	771,4	81,4	4 459	56,5	6 855	60,5	9 628	68,0
TOTAL	947,6	100,0	7 909	100,0	11 343	100,0	14 163	100,0
BALANCE COMMERCIALE	- 359,1		- 4 999		- 3 385		- 3 973	
BALANCE AGRICOLE	+ 342,0		+ 1 621		+ 1 344		+ 1 071	
BALANCE AGRO-ALIMENTAIRE	+ 360,0		+ 1 527		+ 1 504		+ 1 306	

Source : Secrétariat du trésor et du commerce extérieur.

**Tableau 6 : Production des principales cultures végétales
(en milliers de tonnes)**

	1964/66	1984/86	Evolution 1984/86 1964/66 = 100
Céréales	15 156	27 278	180
- Blé	8 800	17 733	201
- Orge	3 433	6 667	194
- Maïs	982	1 900	193
- Seigle	787	357	45
Légumineuses	587	1 572	268
- Pois chiches	89	455	511
- Lentilles	93	680	731
- Haricots secs	138	168	122
Pommes de terre	1 710	3 767	220
Betterave à sucre	4 183	10 533	252
Tabac	163	173	106
Fibre de Coton	344	539	157
Graines de Coton	555	861	155
Graines de Tournesol	175	817	467
Olives	643	803	125
Raisins	3 080	3 200	104
Pommes	380	1 888	497
Pêches	81	237	293
Oranges	287	672	234
Tomates	1 403*	4 633	330
Figues	210	347	165
Noisettes	149	260	174
Thé	70	627	896

* 1967/69.

Source : Institut National des Statistiques (DIE), Sommaires des statistiques agricoles de 1972 et 1986.

**Tableau 7 : Production de produits animaux pour certaines années
(en milliers de tonnes)**

	1962/64	1974	1982/84	1962/64 = 100	1985*
Viande (total) (a)	177	226	344	195	1 300
dont					
- boeuf et veau	79	104	153	194	} 1 015 (b)
- mouton et agneau	65		146	225	
- chèvre et chevreau	23	19	34	148	
- buffle	8	13	7	87	
Viande de volaille					285
Lait	4 084	4 672	4 884	120	6 400
dont					
- vache	2 378	2 812	3 040	128	
- brebis	763	961	1 117	146	
- chèvre (c)	662	626	527	80	
- bufflonne	281	273	200	71	
Oeufs (d)	67	128	261	389	340
Laine	43	52	58	135	} 104
Poils et mohair	18	15	10	56	

Source : Institut National des Statistiques (INS).

1985* : OEP Ve Plan Quinquennal de Développement - Programme annuel de 1987, p. 32.

a) INS, seulement les abattages municipaux ; OEP, abattages privés et municipaux.

b) La viande rouge.

c) Y compris les chèvres angoras.

d) Un oeuf pèse 50 grammes.

**Tableau 8 : Contribution des industries agricoles et alimentaires
au produit brut total de l'industrie manufacturière**

Branches	1967	1986
Industrie alimentaire	30,0	24,8
Industrie des boissons	1,7	1,2
Industrie du tabac	3,8	2,4
Industrie du textile et de la confection	18,2	11,1
Industrie forestière	4,0	3,5
Industrie de la papeterie	1,0	1,2
Industrie des peaux	2,4	1,4
TOTAL	61,1	45,6
Total des industries manufacturières	100,0	100,0

Source : Troisième plan quinquennal pp. 292-293, tableau n° 189 ; Cinquième plan quinquennal (1985-89) ; Programme Annuel de 1988, p. 141, tableau n° 114.